

LE JOUR, 1950
1 JUILLET 1950

UNE “OPERATION DE POLICE”

L'expédition punitive de Corée, patronnée par le Conseil de Sécurité et par les Nations-Unies, se ramène, un jour après l'autre, à ce qu'elle est.

Que des mesures préventives soient prises dans toutes les parties du monde, cela est dans l'ordre des choses. Quand on se décide à montrer la force, il faut la montrer partout. La mesure n'en est que plus efficace et probante.

Les Etats-Unis et les nations qui coopèrent avec eux entendent que la Corée du Sud reste la Corée du Sud. Tout indique que c'est ce qui arrivera. Une exégèse subtile se développe en attendant autour de la compétence du Conseil de Sécurité dont tous les membres permanents n'étaient pas présents quand fut prise la décision. On veut dire par là que l'U.R.S.S. et la Chine communiste étaient absentes.

On laissera les casuistes exposer leurs vues. L'heure est à l'action. C'est assez laisser les petits pays sous le canon, sous prétexte qu'une certaine conception du monde veut cela. Les peuples comme les individus ont droit à la vie. Le souvenir des procédés hitlériens semblait se perdre peu à peu. Voici qu'il reparaît, vivace.

La situation en Corée, si dramatique aux premières heures est pour l'instant stabilisée. Mais les armes américaines font sentir leur poids en Corée du Nord et sur le front coréen. Les premiers bulletins accusent des destructions importantes d'avions, de chars et de matériel coréens sans perte appréciable pour les Américains.

A Washington, on ne dit plus d'ailleurs : “l'armée” de la Corée du Nord, mais les **“bandits”** de la Corée du Nord. Cela caractérise mieux le désordre en cours et définit la réaction, si ample qu'elle soit, **comme une opération de police.**

“Nous ne sommes pas en guerre”, a eu soin de déclarer le Président des Etats-Unis. C'est bien pour le compte des Nations-Unies que l'intervention est faite et c'est le pavillon des Nations-Unies qui la couvre. M. Trygve Lie a délégué pour le représenter en Corée un colonel sud-africain. L'Inde a approuvé les mesures prises et a offert sa médiation. L'U.R.S.S. déclare “qu'elle maintient son attitude de son intervention dans les affaires d'un pays étranger”. On ne lui en demande pas davantage. Enfin les Pays-Bas, la Belgique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, d'autres Etats, après le Royaume-Uni, apportent ou promettent leur concours. On se croirait revenu au temps de la guerre des Boxers.

De son côté, la Chambre des Communes, de Londres, décidait dès jeudi de n'ouvrir un débat sur l'affaire de Corée que mercredi prochain. Elle marque ainsi sa sérénité.

Le résultat de tout cela, c'est l'Occident entier en état d'alerte, décidé à multiplier sa puissance, déterminé à se défendre. **C'est la paix moins précaire qu'avant** ; c'est, du côté américain, une manifestation de force que personne ne sous-estimera.